Entretien de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avec France 2 le 12 décembre 2017, sur la lutte contre le groupe terroriste Daech et sur l'avenir de la Syrie.

2017-12-12

Q - Avec nous maintenant, l'une des personnalités politiques françaises qui ont suivi au plus près l'évolution de ce conflit depuis le début, ministre de la défense et désormais ministre des affaires étrangères. Bonsoir Jean-Yves Le Drian.

R - Bonsoir.

Q - Merci d'être avec nous. On va essayer d'être clairs, précis parce que ce conflit est complexe. D'abord, on ne cesse d'annoncer la chute de Daech, où en est-on ? Est-ce que Daech existe encore ?

R - C'est la chute territoriale de Daech qui est presque achevée puisque Daech avait comme stratégie d'avoir un califat, c'est-à-dire un espace territorial dont il était maître, entre la Syrie et l'Irak sur un ensemble extrêmement large.

Q - Et aujourd'hui, ce territoire...

R - Il est quasiment repris en main soit par les forces irakiennes, soit par des forces en Syrie, on y reviendra, mais Daech n'est pas mort !

Q - Cette guerre, elle s'est gagnée dans les airs mais également sur le terrain. Sur le terrain, il n'y avait pas de soldats américains, pas de soldats français - enfin on va y revenir - globalement, plutôt des militaires russes qui étaient représentés sur le terrain. Heureusement que les Kurdes étaient là, oui ou non ?

R - En Syrie, les forces kurdes et les forces arabes ont permis la libération de Raqqa qui est un sujet qui, pour la France, était un enjeu essentiel.

Q - Ils ont eu un rôle prédominant.

R - Oui, c'est vrai, les forces démocratiques syriennes, celles qu'on appelle les forces démocratiques syriennes, qui ont repris au sol le territoire de Raqqa, ces forces-là, sont

composées à la fois de Kurdes et d'Arabes parce que Raqqa est une ville arabe.

Q - Et est-ce qu'aujourd'hui, nous envoyons encore des armes effectivement aux Kurdes, aux forces syriennes ?

R - Les forces démocratiques syriennes ont été aidées par la coalition en matériel de guerre.

Q - Et donc par la France ?

R - Pas automatiquement, pas par la France dans le particulier, mais pour pouvoir mener les opérations et elles les ont bien menées. Ces forces ont été très courageuses, très opérationnelles, très rapides et cela a permis le résultat que l'on connaît. Mais aujourd'hui, elles tiennent ce territoire. Cela veut dire qu'il n'y a plus de lieu territorial où ce terrorisme s'alimentait à la fois en finance et en instructions. C'est quand même une grande étape. Daech va rentrer dans la clandestinité, c'est beaucoup plus difficile, mais il faut quand même être extrêmement vigilant.

Q - Combien de Français se sont rendus en territoire irako-syrien auprès de Daech ? On avance 1.200, vous le voyez, 1.200 majeurs ou résidents en France.

R ? Nous avons des chiffres de cet ordre-là avec un nombre significatif de combattants d'origine française qui ont été neutralisés, il en reste aux environs de 700.

Q - Neutralisés également par nos soins ?

R - Neutralisés par la force, on ne regarde pas au départ, ce sont des combattants.

Q - Aucune mission française spécifique n'était vouée à cibler les Français de Daech. C'est un fantasme ?

R - C'est un fantasme, cela n'a jamais existé. Il y avait un ennemi, il y a un ennemi, c'est Daech. Il y a des Français qui font partie de Daech, ce sont des ennemis. On les combat de la même manière, pas plus, pas moins.

Q - Ceux qui reviennent ont interpellé le président de la République. C'est une question également extrêmement sensible, complexe, difficile : que faut-il faire de ceux qui rentrent ?

R - Non, ceux qui reviennent, ils sont judiciarisés. Ceux qui reviennent, ce n'est pas trop compliqué. Le problème compliqué que vous soulevez, ce sont ceux qui sont faits prisonniers soit en Irak, soit en Syrie.

D'abord, un rappel quand même, quand on va à Raqqa en 2015 ou à Mossoul en 2016, on n'y va pas pour faire du tourisme, que l'on soit homme ou femme. Quand on vient de France pour aller là-bas, c'est généralement pour combattre aux côtés de Daech contre la coalition

et contre la France, il faut le rappeler de temps en temps. Que l'on soit homme ou femme parce que les femmes étaient aussi combattantes.

Il y a quelques prisonniers en Irak. À partir du moment où des personnes sont faites prisonnières en Irak, c'est la justice irakienne qui est saisie et le consulat français assure la vigilance nécessaire pour des citoyens français. Mais ils ont combattu contre l'Irak, ils ont commis des actes vraisemblablement barbares, la justice le dira en tout cas, ils sont sous l'autorité judiciaire irakienne.

En ce qui concerne la Syrie, il y a quelques prisonniers dans la partie reprise par les forces démocratiques syriennes mais le conflit est toujours en cours et il n'y a pas aujourd'hui d'identité judiciaire susceptible de faire l'interface. C'est donc la Croix-Rouge internationale qui le fait à notre demande, qui repère les personnes concernées et qui les localise et qui repère aussi les enfants s'il y en a pour aboutir à une extradition des enfants vers la France sous l'autorité d'un juge pour enfants. Et sur les prisonniers, il faudra traiter la question des prisonniers qui n'est pas uniquement une question française, qui est une question globale pour la coalition et qui est une question globale pour les forces démocratiques syriennes et cela fera partie du règlement final.

Q - Avant de revenir sur des questions de géopolitique sur la place de la France dans ce jeu politique, je voudrais vous poser une question d'actualité. Trois cadres de Lafarge ont été mis en examen dans l'enquête sur les activités du groupe qui est resté actif effectivement en Syrie. Est-ce que d'abord, vous condamnez cette situation ? Son président a déclaré cette semaine regretter des erreurs inacceptables que le groupe regrette et condamne, c'est-à-dire un groupe français a continué à avoir des activités et, de manière sous-jacente, aurait financé indirectement Daech, qu'est-ce que vous en pensez ?

R ? Si les faits incriminés sont justes et que ce groupe y a contribué - consciemment ou non mais quand on est dans une telle situation, il vaut mieux être conscient - à être présent et a donc financé indirectement, le terrorisme, c'est très grave. Maintenant, la justice est saisie, c'est elle qui établira les faits, mais si les faits sont avérés, alors l'affaire est très grave.

Q - Les faits remontent à 2013-2014. D'autres entreprises sont parties, elle est restée, vous n'étiez pas au courant.

R - Non.

Q - On revient maintenant sur la France et son rôle dans la région. D'abord, une vidéo : le président russe et le président syrien ensemble à Sotchi. Regardez cette image, elle date d'il y a quelques jours, enfin le 20 novembre : embrassades, adoubements. Est-ce que, finalement, les vainqueurs de ce conflit, ce ne sont pas ces deux hommes ? Bachar al-Assad est toujours en place, Vladimir Poutine l'a soutenu, ils sont tous les deux-là. Ce sont eux qui ont gagné ?

R - Eh bien, Bachar al-Assad est toujours en place. Il n'a pu maintenir sa place que parce que la Russie est intervenue à l'automne 2015.

Q - Et il ne tient que par la Russie...

R - Et par l'Iran. Parce que la Russie apporte ses éléments d'aviation, en particulier de soutien au sol, mais l'Iran apporte aussi ses milices, soutient le Hezbollah qui a contribué à la victoire de Deir ez-Zor. Parce que la victoire, c'est Deir ez-Zor ; l'autre victoire, c'est Raqqa. Qui est le meilleur vainqueur des deux ? Je ne vais pas vous le dire. Le seul souci, c'est que maintenant que Daech est éliminé, il faut qu'une nouvelle étape s'ouvre et il ne faudrait pas qu'une guerre civile remplace la guerre menée contre Daech. D'autant plus que dans cette guerre contre Daech, Bachar al-Assad, les Russes et les Iraniens sont venus quand même très tard, il faut quand même le dire. Donc vous dites victoire, mais c'est une victoire un peu tardive et il ne faudrait pas qu'ils se donnent des éloges d'actions qu'ils n'ont pas commises.

Q - Vladimir Poutine a besoin de cette zone d'influence en Syrie de manière historique. A-t-il besoin pour autant selon vous de Bachar al-Assad dans les années à venir ? C'est une question centrale quand même. Le jour où la Russie décidera de lâcher Bachar al-Assad, quelque chose changera.

R - Je pense qu'il aurait intérêt à lâcher Bachar al-Assad parce que s'allier avec un homme coupable d'une telle barbarie, qui à un moment donné devra en rendre compte devant la justice, quelle qu'elle soit - que ce soit la Cour pénale internationale ou que ce soit d'autres formes de justice - tout cela ne peut pas rester impuni. Un homme qui a massacré 350.000 de ses concitoyens, qui a abouti au fait qu'aujourd'hui, il y a 7 millions de déplacés, 5 millions de réfugiés sur une population de 17-18 millions d'habitants. Plus de la moitié des gens ne sont plus là et on voudrait travailler avec lui ?

Q ? De ce que vous comprenez des conversations que vous avez aujourd'hui avec la Russie, est-ce que vous pensez que Vladimir Poutine est à l'écoute de cela ?

R - Je l'espère, à force de répéter. La meilleure solution d'ailleurs pour Vladimir Poutine, me semble-t-il, c'est qu'à partir du moment où il peut convoquer Bachar al-Assad à Sotchi et que Bachar al-Assad s'y rende, il faudrait qu'il mette autant de pression sur Bachar al-Assad pour lui demander de permettre à ce que l'aide humanitaire puisse intervenir dans les zones où l'armée syrienne de Bachar al-Assad occupe le terrain, je pense en particulier à la région de Ghouta Est, où il y a aujourd'hui 350.000 personnes qui sont encore bombardées par les forces du régime, alors arrêtons.

Q - Possibilité d'arrêter Bachar al-Assad à cet endroit-là.

R - Si l'on peut convoquer Bachar al-Assad à Sotchi, alors on peut aussi lui dire d'arrêter.

Q - Message en direction de la Russie.

R - Et de permettre à ce que l'aide humanitaire puisse être accessible à tous, y compris dans cette zone-là.

Q - Vous pensez qu'à ce moment-là, Vladimir Poutine se place comme complice ?

R - C'est à lui de clarifier.

Q - Jean-Yves Le Drian, lequel de ces trois scénarios vous paraît le plus crédible: la partition, la fédération ou finalement de maintien de la dictature ?

R - Il faut une nouvelle constitution qui puisse permettre ensuite sa validation par des élections. Il faut que ces élections aient lieu sous couvert des Nations unies, que l'ensemble des Syriens réfugiés, déplacés, tous puissent voter et que cette nouvelle constitution permette le respect des différentes composantes de la Syrie. C'est historique, il y a les alaouites il y a les chiites, il y a les sunnites, il y a les kurdes, les druzes, les chrétiens. Et que chacun se sente dans son pays, ce n'est pas le fédéralisme, c'est une constitution qui permet la représentation de chacun. Il y a un pays voisin qui a réussi à vivre à peu près convenablement dans cette logique-là qui est le Liban, ce n'est pas automatiquement un exemple, mais en tout cas, ce qui est certain c'est qu'il faut que cet État-là soit souverain, c'est-à-dire indépendant des pressions, des présences d'autres pays. Je pense en particulier à l'Iran, mais ce que je vous dis là, je le dis à mon collègue iranien. La présence iranienne et la volonté iranienne de faire un axe de la Méditerranée à Téhéran, non. Il faut que ce processus-là se mette en oeuvre maintenant. Cela suppose un cessez-le-feu, cela suppose de l'aide humanitaire, cela suppose, après, une constitution et cela suppose, ensuite, des élections. Ensuite, on voit le résultat. Et des élections sous couvert des Nations unies, autrement, cela ne marche pas.

Q - Cela demandera beaucoup, beaucoup, beaucoup, de temps..

R - C'est en cours à Genève en ce moment, et il y a eu un élément nouveau : l'opposition syrienne qui, jusqu'à présent et pour des tas de raisons, était disloquée, vient de se réunifier, sous l'arbitrage ou l'encouragement de l'Arabie saoudite, avec maintenant un leader qui s'appelle M. Nasser Hariri - rien à voir avec le Premier ministre libanais - qui parle désormais d'une seule voix.

Q - Le jeu diplomatique, il est l'important. La France, elle y a sa place. Une question assez claire, on voit bien qu'il y a deux puissances majeures dans la région, l'Iran d'un côté, l'Arabie saoudite de l'autre, on est de quel côté, nous ?

R - On est du côté de la Syrie.

Q - On n'est pas plutôt du côté de l'Arabie saoudite...

R - On est du côté de la Syrie. On est du côté d'une Syrie qui retrouve son autonomie et sa souveraineté, et qui respecte l'ensemble des communautés présentes en Syrie, et qu'on fasse en sorte que ces communautés ne soient pas les objets de puissances extérieures. C'est ça la ligne de la France.

Q - Et aujourd'hui, c'est le cas ?

R - Et aujourd'hui, c'est le cas.

Q - Mais la France a besoin d'alliés pour faire avancer ses positions dans la région...

R - Nous sommes au conseil de sécurité, nous sommes membres permanents et nous disons cela. Nous disons que le moment est venu de rentrer dans une phase de transition politique pour permettre à ce pays, d'abord, de souffler un peu, à ses populations qui ont tellement souffert d'être un peu au calme, et puis, ensuite, d'engager un processus politique qui respecte l'autonomie de la Syrie.

Q - Mais cela dépend de beaucoup d'éléments. On l'a vu. La Russie, Bachar al-Assad, parlons justement de Bachar al-Assad, une question claire et simple : est-ce que vous êtes aujourd'hui prêt à travailler, entre guillemets, avec Bachar al-Assad ou votre position, elle est, non, il doit s'en aller, à le rencontrer, à rouvrir une ambassade de France à Damas ?

R - Ce n'est pas d'actualité, moi, j'ai toujours dit depuis très longtemps que Daech était notre ennemi, et que Bachar al-Assad était l'ennemi de son peuple, nous avons combattu Daech, il ne faut pas, maintenant, ouvrir une guerre civile.

Q - Il est un interlocuteur ?

R - Il est là. Mais il n'est pas la solution, donc, il y a deux positions, ou on dit : on va attendre qu'il s'en aille, mais il est là et il est soutenu...

Q - Il est là, donc aujourd'hui, on parle avec lui...

R - C'est un barbare, mais il est là. Mais il faut engager le processus qui aboutit à une constitution et des élections sous couvert des Nations unies, et j'imagine mal que l'ensemble des populations, qui ont tant souffert, considèrent que Bachar fait partie de la solution.

Q - Donc on peut aujourd'hui envisager de dialoguer avec lui ?

R - On ne dialogue pas avec lui, on dialogue avec les représentants...

Q - Les représentants de Bachar al-Assad. Il est finalement encore aujourd'hui au coeur des discussions, mais votre objectif est qu'il s'en aille ?

R - Mais l'essentiel des acteurs, ce sont quand même, dans cette affaire, la Russie et l'Iran, il faut qu'ils mettent leur poids pour aboutir à une solution politique avec les autres membres du Conseil de sécurité que sont les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, nous sommes partie prenante de ces discussions.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 14 décembre 2017

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/204464-entretien-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-leurope-et-des-affaires